



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 mai 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Note verbale datée du 6 mai 2011, adressée au Président du Conseil économique et social par la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Conseil économique et social et a l'honneur de faire tenir ci-joint son exposé national volontaire sur la mise en œuvre des objectifs et des engagements arrêtés sur le plan international en matière d'éducation, intitulé « Le Venezuela : la plus grande salle de classe du monde », à l'occasion de l'examen ministériel annuel qui se tiendra pendant le débat de haut niveau de la session de fond de 2011 du Conseil économique et social (voir annexe).

Ce rapport national sera présenté par le Ministre du pouvoir populaire pour l'éducation pendant l'exposé national volontaire de la République bolivarienne du Venezuela, au Palais des Nations à Genève, le 5 juillet 2011.

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies vous saurait gré de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme documents du Conseil, au titre du point 2 b) de l'ordre du jour provisoire.

---

\* E/2011/100.



**Annexe à la note verbale datée du 6 mai 2011  
adressée au Président du Conseil économique et social  
par la Mission permanente de la République bolivarienne  
du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

**Exposé national volontaire de la République bolivarienne  
du Venezuela au Conseil économique et social sur la mise  
en œuvre des objectifs et des engagements arrêtés sur le plan  
international en matière d'éducation**

**Le Venezuela : la plus grande salle de classe du monde**

**Table des matières**

	<i>Page</i>
Résumé.....	3
I. Introduction.....	6
II. L'enseignement en République bolivarienne du Venezuela.....	8
A. Principes régissant l'enseignement.....	8
B. L'enseignement dans le cadre du Projet national Simón Bolívar.....	10
C. La loi organique sur l'enseignement.....	10
D. Organisation du système d'enseignement.....	11
III. Réalisations et stratégies en matière d'enseignement.....	12
A. Réalisations et stratégies en matière d'enseignement de base.....	12
B. Réalisations et stratégies en matière d'enseignement universitaire.....	19
C. Réalisations et stratégies en matière de culture.....	23
IV. Données d'expérience dans le cadre de la coopération internationale.....	24
V. Défis à relever.....	28
Bibliographie.....	29

## Résumé

En République bolivarienne du Venezuela, l'éducation est un droit de la personne et un devoir social fondamental; elle est démocratique et libératrice. Elle est consacrée en tant que telle dans la Constitution, qui a été adoptée le 15 décembre 1999 par référendum, par le peuple exerçant ses pouvoirs souverains. L'enseignement est obligatoire et gratuit depuis le niveau préscolaire (jardin d'enfants) jusqu'au niveau intermédiaire et l'enseignement universitaire du premier cycle est également gratuit dans les établissements publics. À tous les niveaux, l'enseignement a été transformé en un mécanisme d'inclusion sociale qui assure la pleine intégration des groupes vulnérables.

À l'heure actuelle, après 11 ans de révolution bolivarienne, le Venezuela, outre de progresser sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'enseignement, est devenu « la plus grande salle de classe du monde ». Parmi la population totale du pays (28 384 132 habitants), plus de 10 millions de personnes, soit 37 %, sont actuellement inscrites à des programmes d'enseignement d'un type quelconque à différents niveaux du système éducatif.

Les progrès réalisés en matière d'enseignement pendant la révolution bolivarienne sont manifestes : a) 1 706 145 hommes et femmes ont appris à lire et à écrire et le taux d'alphabétisation est passé à 98,55 %; b) la scolarisation a augmenté de 24 % depuis 1999; c) le taux net de scolarisation au niveau préscolaire a presque doublé, passant de 53 % pendant l'année scolaire 1998/99 à 71 % en 2009/10; d) le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire a augmenté de 7 points de pourcentage entre 1998 et 2010, pour atteindre 93 % pendant l'année scolaire 2009/10; e) le nombre des élèves qui effectuent intégralement le cycle d'enseignement primaire a augmenté de 18 points de pourcentage en 6 ans, pour atteindre 35 % pendant l'année scolaire 2009/10; f) le taux net de scolarisation au niveau intermédiaire s'établissait à 72 % en 2009/10, soit une augmentation de 24 % par rapport à 1998/99; g) au niveau intermédiaire, les inscriptions ont augmenté de 98 % disciplines scientifiques et littéraires pendant la révolution bolivarienne et de 76 % dans la formation technique; h) les inscriptions dans les établissements destinés aux personnes présentant des besoins particuliers ont augmenté de 257 % de 1998/99 à 2009/10; i) la population autochtone a été intégrée dans le système d'enseignement qui valorise et respecte sa culture (à l'heure actuelle, 110 851 autochtones sont inscrits dans des écoles dont certaines sont situées dans les zones autochtones et d'autres ailleurs); j) le taux d'inscription à l'université a augmenté de 192 % entre 1998 et 2010 : 735 285 étudiants étaient inscrits dans des universités en 1998 et ce chiffre était passé à 2 293 914 en 2010; k) en 2010, 70,3 % des étudiants étaient inscrits dans des établissements universitaires publics et 29,7 % dans des établissements universitaires privés. Ceci illustre l'inversion de la tendance passée en faveur de la privatisation de l'enseignement supérieur.

En outre, la révolution bolivarienne compte un certain nombre d'autres réalisations importantes à son actif dans le domaine de l'enseignement, y compris la proclamation de la République bolivarienne du Venezuela en tant que pays exempt d'analphabétisme et le fait que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) l'a classée au cinquième rang mondial et au deuxième rang en Amérique latine et dans les Caraïbes sur le plan du taux brut d'inscriptions à l'université.

Des stratégies ont été introduites dans le système d'enseignement classique et la gestion culturelle a été regroupée en outre dans l'ensemble du pays, qui progresse sur la voie de la démocratisation de la culture et de l'intégration de groupes de population traditionnellement exclus.

En République bolivarienne du Venezuela, l'enseignement est le principal facteur stratégique d'amélioration de la protection sociale et la clef de la promotion d'une pleine participation sociale des femmes et des hommes, sans discrimination aucune et de l'égalité dans les relations entre hommes et femmes. Aux termes de la Constitution (art. 21), le sexe n'a aucune incidence sur la position d'une personne devant la loi; l'égalité entre hommes et femmes est évoquée tout au long de ce document. En outre, les traditions des peuples autochtones en matière d'enseignement sont prises en compte et respectées grâce à l'institution de systèmes d'enseignement interculturels bilingues.

La Constitution dispose que l'enseignement est un service public, qu'il est pluraliste et fondé sur le respect de tous les courants de la pensée universelle. Son but est de favoriser le plein épanouissement de la personnalité aux fins de la jouissance d'une vie digne fondée sur la prise de conscience de la valeur éthique du travail et la participation active et solidaire des êtres humains à tous les processus d'évolution sociale.

À ces fins, l'État vénézuélien a institué un processus d'investissement social graduel et permanent pour garantir que l'enseignement soit ouvert à tous et obligatoire depuis la maternelle jusqu'aux niveaux intermédiaire et diversifié. L'enseignement est également gratuit jusqu'au niveau de la licence. Il est donc devenu la pierre angulaire de l'État, conformément aux recommandations de l'UNESCO.

L'élaboration de la politique publique en matière d'enseignement a entraîné des changements de grande ampleur dans les moyens d'accéder à la connaissance, de la produire, de la transmettre, de la diffuser et de l'utiliser. Ceci apparaît particulièrement en matière d'enseignement universitaire, dont on a rétabli le caractère d'entreprise humaniste et la vocation d'orienter la formation intégrale des talents humains dans le cadre d'un processus transformateur, participatif et sans exclusive, caractérisé par une pensée critique permanente.

Ces réalisations sont essentiellement imputables à la politique tendant à abolir les frais d'inscription dans tous les établissements publics d'enseignement, à la mise en œuvre d'un programme de cantines scolaires (dont 4 055 135 élèves ont bénéficié en 2010, contre 119 512 en 1998, soit une augmentation de 3 293 %), à la mise en œuvre de missions pédagogiques (Robinson I, Robinson II, Alma Mater et Sucre), à la construction de 4 037 nouvelles écoles publiques, à l'augmentation de 161 % du nombre des enseignants ainsi qu'aux stratégies conçues et mises en œuvre pour tous les niveaux et tous les types d'enseignement.

On peut relever particulièrement parmi ces stratégies l'introduction du Programme Simoncito dans l'enseignement préscolaire, les écoles boliviennes de l'enseignement primaire et les écoles secondaires boliviennes et les écoles techniques Robinson au niveau intermédiaire. Il convient également de souligner l'intégration des techniques de l'information et de la communication dans l'élaboration des programmes de l'enseignement primaire.

En matière d'enseignement universitaire, des innovations notables ont concerné la municipalisation et le lancement des missions pédagogiques Robinson I, Robinson II et Ribas, dont l'objectif est de résoudre le problème posé par l'exclusion scolaire dans l'enseignement primaire, intermédiaire et diversifié, ainsi que les missions Sucre et Alma Mater, qui sont des stratégies d'universalisation de l'enseignement universitaire par la municipalisation. Il s'agit de mettre en œuvre une politique publique visant à éliminer les disparités entre régions en amenant l'enseignement dans les communautés.

En 2010, six instituts universitaires de technologie ont été transformés pour devenir les six premières universités polytechniques régionales. Cinq universités ont été créées au Venezuela entre 1989 et 1998 tandis qu'en 1999 et 2010, la révolution a mis en place 25 établissements officiels d'enseignement de niveau universitaire. Dix-neuf de ces établissements sont des universités nationales expérimentales, les six autres étant des universités classiques.

Il convient de noter particulièrement la création d'universités spécialisées. Parmi celles-ci, on peut citer l'Université expérimentale des arts, l'Université expérimentale nationale de la sécurité, l'Université militaire bolivarienne du Venezuela, l'Université vénézuélienne des hydrocarbures, l'Université bolivarienne des travailleurs « Jesús Rivero » et l'Université sportive du Sud. La création de l'Institut latino-américain d'agroécologie « Paulo Freire » et de l'Institut universitaire d'aviation civile « Mayor (AV) Miguel Rodríguez » ont constitué d'autres importantes réalisations. En outre, 32 programmes nationaux de formation ont été organisés et deux universités autochtones ont été créées.

La coopération internationale du Venezuela vise à édifier un monde multipolaire et plus particulièrement à promouvoir une union entre pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'à instaurer des alliances politiques, économiques et culturelles stratégiques en vue de promouvoir la prolifération de nouveaux groupes de pouvoir et contribuer ainsi à l'avènement d'une nouvelle configuration géopolitique mondiale.

On a conçu l'éducation comme un facteur stratégique de coopération fondée sur la solidarité et l'unité entre peuples. En conséquence, on a encouragé les relations interétablissements et la mobilité internationale des élèves et des enseignants et on a mis au point des projets de formation et de recherche conjoints. Au nombre des initiatives de coopération internationale, on peut citer la Convention Cuba-Venezuela, la mission internationale Robinson, le grand projet national ALBA pour l'enseignement, l'accord de coopération entre la République populaire de Chine et la République bolivarienne du Venezuela, le programme de bourses internationales, les accords de reconnaissance des diplômes universitaires et la coopération avec l'Afrique.

La priorité stratégique sur laquelle repose l'effort de coopération internationale du Venezuela en matière d'enseignement concerne les relations bilatérales et multilatérales avec l'Amérique latine et les Caraïbes. En outre, la priorité est accordée aux relations Sud-Sud avec l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient.

On peut donc raisonnablement dire que le Venezuela est devenu « la plus grande salle de classe du monde ».

## I. Introduction

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement bolivarien en 1999 et pendant les 11 années de révolution qui ont suivi, le Venezuela, outre d'enregistrer des progrès notables sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est devenu la plus grande salle de classe du monde. Sur la population totale du pays (28 384 132 habitants), 10 384 132 personnes, soit 37,46 %, sont actuellement inscrites dans des programmes d'enseignement d'un type quelconque à des niveaux divers.

Une ventilation de ces chiffres fait apparaître qu'en 2010, 1 563 117 enfants étaient scolarisés dans des établissements préscolaires, 3 428 351 dans des écoles primaires, 2 254 935 adolescents au niveau intermédiaire et 207 265 enfants dans des établissements visant à répondre à des besoins particuliers. En outre, 110 851 enfants étaient scolarisés dans le système d'éducation interculturel bilingue et 2 293 914 étudiants étaient inscrits à l'université. S'agissant de l'enseignement des adultes, 14 829 étudiants étaient inscrits dans le cadre de la première Mission Robinson (Robinson I), 297 833 dans celui de Robinson II et 462 251 dans celui de la Mission Ribas<sup>1</sup>.

Au Venezuela, l'éducation est un droit de la personne et un devoir social fondamental consacré à l'article 102 de la Constitution, qui a été adoptée le 15 décembre 1999 par référendum, processus participatif et démocratique. La politique de l'État en matière d'éducation, fondée sur cette nouvelle conception de l'enseignement, a essentiellement visé à assurer l'accessibilité universelle de l'enseignement, grâce à l'intégration sociale de toute personne vivant au Venezuela.

L'article 102 de la Constitution dispose que l'enseignement est démocratique, gratuit et obligatoire. Cette responsabilité incombe à l'État, qui ne saurait s'y soustraire et revêt la plus haute importance, à tous les niveaux et quels qu'en soient les modes, car l'enseignement constitue un moyen de connaissance scientifique, humaniste et technologique au service de la société. En conséquence, l'éducation a été un objectif prioritaire des investissements sociaux.

Conformément à la loi fondamentale du Venezuela, l'enseignement est un service public, qui est pluraliste et fondé sur le respect de tous les types de pensée universelle. Il a pour objectif de promouvoir le plein épanouissement de la personnalité, de manière à jouir d'une vie digne fondée sur la conscience de la valeur éthique du travail et la participation active de tous les êtres humains à l'évolution sociale sur la base de la solidarité et dans une perspective latino-américaine, antillaise et universelle. En conséquence, l'enseignement est intégré, d'excellente qualité, permanent et accessible à tous sur un pied d'égalité, notamment aux personnes handicapées, aux personnes autochtones, aux femmes, aux migrants, aux détenus et aux membres d'autres groupes vulnérables.

---

<sup>1</sup> L'égalité entre les sexes est consacrée dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela. Cette notion transparaît dans le texte de la Constitution, notamment du fait de l'emploi du féminin des mots, conformément aux principes d'égalité et d'absence de discrimination énoncés à l'article 21. Toutefois, il n'est pas fait mention du féminin dans le présent rapport, compte tenu de sa longueur, pour des motifs strictement méthodologiques et pour se conformer aux principes directeurs du Conseil économique et social.

À ces effets, l'État Vénézuélien a institué un processus d'investissement social permanent et progressif visant à ce que l'éducation soit accessible à tous et obligatoire depuis le niveau préscolaire jusqu'aux niveaux intermédiaire et diversifié. L'enseignement est également gratuit jusqu'au niveau de la licence. Il est donc devenu la pierre angulaire de l'État, conformément aux recommandations de l'UNESCO.

En 11 années, la révolution bolivarienne est sans conteste parvenue à des réalisations remarquables en matière d'enseignement. Il convient en particulier de noter ce qui suit : a) 1 706 145 hommes et femmes ont appris à lire et à écrire; b) le taux net de scolarisation au niveau préscolaire a augmenté de 28 % entre 1999 et 2010 et 1 400 000 enfants sont actuellement inscrits; c) pendant la même période, le taux net de scolarisation dans le primaire a augmenté de 7 %; d) le taux de scolarisation au niveau intermédiaire a augmenté de 24 %; et e) le taux d'inscription dans les universités a augmenté de 192 % au cours des 10 dernières années.

Ces réalisations sont essentiellement la conséquence d'une série de politiques publiques concernant en particulier l'abolition des droits d'inscription dans tous les établissements d'enseignement public du pays, la mise en œuvre d'un programme de cantines scolaires et l'introduction de missions pédagogiques<sup>2</sup>. Les missions Robinson I, Robinson II et Ribas ont pour objet de résoudre le problème de l'exclusion scolaire dans l'enseignement primaire et aux niveaux intermédiaire et diversifié, les missions Sucre et Alma Mater visant l'universalisation de l'enseignement universitaire grâce à la municipalisation. Il s'agit d'une politique publique visant à compenser les disparités régionales en amenant l'enseignement dans les communautés.

Le développement des politiques publiques en matière d'enseignement a apporté des modifications de grande ampleur en matière d'accès aux connaissances et de production, de transmission, de diffusion et d'utilisation des connaissances. Ceci est particulièrement vrai dans le cas de l'enseignement universitaire qui a retrouvé sa vocation d'entreprise humaniste visant à orienter la formation intégrée des talents humains dans le cadre d'un processus d'évolution participative et sans exclusion caractérisé par une pensée critique permanente.

Le présent exposé national volontaire de la République bolivarienne du Venezuela au Conseil économique et social sur la mise en œuvre des objectifs et engagements arrêtés sur le plan international en matière d'enseignement illustre les réussites des pouvoirs publics qui sont parvenus à transformer le pays en la plus grande salle de classe du monde. Il présente également un tableau d'ensemble de la nouvelle conception de l'enseignement, des réalisations, des stratégies et des bonnes pratiques et de la coopération internationale. Les défis qui restent à surmonter à

---

<sup>2</sup> Les missions pédagogiques sont un élément des missions sociales mises en œuvre par le Gouvernement bolivarien depuis 2003. Les missions sociales sont des stratégies de grande ampleur visant à préserver les droits fondamentaux du peuple, en mettant l'accent sur les groupes marginalisés. Ces initiatives bénéficient d'un appui financier important et se caractérisent par une coordination interinstitutionnelle et interministérielle et une caractéristique fondamentale, à savoir que les communautés cibles doivent jouer un rôle actif d'animatrices en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi. L'objectif essentiel est de s'attaquer aux causes et aux conséquences de la pauvreté et de l'exclusion, avec la participation active des intéressés.

mesure que la révolution éducative du Venezuela s'affirmera et se renforcera sont décrits succinctement dans la dernière partie du présent rapport.

Il convient de noter à ce stade que l'établissement et la rédaction de ce rapport ont été caractérisés par une participation et une interaction intensives et ont bénéficié du concours d'établissements d'enseignement et de l'Institut national de la statistique, sous la coordination du Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures. En outre, six ateliers ont été organisés à cet effet, y compris un atelier national final de présentation au cours duquel le projet de rapport a fait l'objet d'un débat.

Ont participé aux ateliers divers fonctionnaires, y compris de hauts fonctionnaires du Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures, du Ministère du pouvoir populaire pour l'éducation, du Ministère du pouvoir populaire pour l'enseignement universitaire, du Ministère du pouvoir populaire pour les peuples autochtones et du Ministère du pouvoir populaire pour la planification et les finances, des enseignants, des étudiants et des élèves, des enfants et des jeunes, hommes et femmes, les divers organismes des Nations Unies accrédités au Venezuela, des spécialistes de l'enseignement, des directeurs et des bénéficiaires des missions d'éducation et de l'expert national indépendant. La description systématique des méthodes mises au point au cours de l'établissement et de la rédaction du présent rapport et des méthodes et résultats de tous les ateliers figurent en appendice dans l'annexe, en tant que contribution de la République bolivarienne du Venezuela à l'utilisation productive des exposés nationaux volontaires.

## **II. L'enseignement en République bolivarienne du Venezuela**

### **A. Principes régissant l'enseignement**

En République bolivarienne du Venezuela, l'enseignement est un droit fondamental de la personne. En 1999, le peuple vénézuélien, exerçant ses pouvoirs souverains dans le cadre d'un référendum national, a adopté la Constitution actuellement en vigueur dans l'objectif ultime de transformer la République pour instaurer une société pluriethnique, pluriculturelle, démocratique, participative et prévoyante dans un État fédéral décentralisé fondé sur la justice, propre à renforcer les valeurs que sont la liberté, l'indépendance, la paix, la solidarité, le bien commun, l'intégrité territoriale, la coexistence et la primauté du droit, pour les générations actuelles et futures.

L'article 102 de la Constitution dispose que l'enseignement est un droit de la personne et un devoir social fondamental; il est démocratique, gratuit et obligatoire. L'État en assume la responsabilité, car il s'agit d'une fonction de la plus grande importance à laquelle il ne saurait se soustraire, à tous les niveaux et quels que soient les méthodes, puisque l'enseignement constitue un moyen d'acquérir des connaissances scientifiques, humanistes et technologiques au service de la société.

Au Venezuela, l'enseignement est un service public. Il n'est en aucun cas considéré comme une marchandise privée soumise aux lois de l'offre et de la demande et, par voie de conséquence, le résultat de transactions commerciales fondées sur l'aptitude à payer.



Une autre innovation qui illustre la mesure dans laquelle la nouvelle Constitution constitue une amélioration par rapport à celle de 1961 est la conscience du fait que l'enseignement se poursuit pendant toute l'existence : d'une part, l'enseignement est depuis le niveau préscolaire (jardin d'enfants jusqu'au niveau intermédiaire), de l'autre il est gratuit du niveau préscolaire à l'université dans les établissements publics.

Au Venezuela, l'enseignement constitue un facteur d'épanouissement dans la mesure où il vise essentiellement à préparer de nouvelles personnes à participer activement, pleine connaissance de cause et dans la solidarité aux processus de transformation individuelle et sociale.

L'article 113 de la Constitution prend en compte l'enseignement spécifique des peuples autochtones en instituant un mécanisme d'enseignement interculturel bilingue qui associe l'enseignement classique à des méthodes traditionnelles autochtones et prévoit l'emploi des langues autochtones et de l'espagnol.

L'enseignement au Venezuela est également un investissement social et favorise l'entière participation et l'intégration des groupes de population les plus vulnérables, dont les peuples autochtones, les Afro-vénézuéliens, les enfants ayant des besoins particuliers en matière d'enseignement et les personnes handicapées. En outre, l'enseignement est le principal facteur stratégique d'amélioration de la protection sociale et la clef de la pleine participation sociale des femmes et des hommes et de l'égalité dans les relations entre les sexes. Aux termes de la Constitution, le sexe n'a pas d'incidence sur la position d'une personne devant la loi (art. 21) et le thème de l'égalité entre hommes et femmes apparaît tout au long de ce document.

Au nombre des textes normatifs vénézuéliens qui ont des incidences sur la problématique hommes-femmes, on trouve la loi organique sur le droit des femmes à une vie exempte de violence et la loi relative à la protection et à la promotion de l'allaitement maternel, qui dispose que les pères et les autres membres de la famille fournissent tout l'appui et l'encouragement nécessaires pour permettre aux mères d'exercer ce droit de la personne au profit de leurs fils et de leurs filles. La République bolivarienne dispose d'un mécanisme permettant d'assurer la protection intégrale de la maternité et de la paternité, quelle que soit la situation de famille de la mère ou du père et d'accéder à toute une gamme de services de planification de la famille fondés sur des valeurs éthiques et scientifiques, y compris en matière d'enseignement. Ce mécanisme a été établi par un décret, la résolution 1762 promulguée le 9 octobre 1996 par le Ministère du pouvoir populaire pour l'éducation, qui dispose que les jeunes filles enceintes scolarisées ont le droit d'être protégées. Aux termes de l'article 2 du décret « aucun élève ne se verra refuser l'accès à un établissement d'enseignement ou en sera renvoyé pour des motifs tels que des échecs passés, la grossesse, l'inconduite ou l'indiscipline, la religion, la situation de famille des parents, l'absence d'uniforme, le manque de fournitures scolaires ou tout autre motif non déterminé par la loi ».

Pour compléter les dispositions de l'article 103 de la Constitution, l'État vénézuélien a institué un processus d'investissement social permanent visant à ce que l'enseignement soit accessible à tous et obligatoire depuis le niveau préscolaire jusqu'aux niveaux intermédiaire et diversifié. L'enseignement est également gratuit jusqu'au niveau de la licence. Il est donc devenu une pierre angulaire pour l'État, conformément aux recommandations de l'Organisation des Nations Unies.

## **B. L'enseignement dans le cadre du Projet national Simón Bolívar**

Le Projet national Simón Bolívar a mis l'enseignement au nombre de ses éléments fondamentaux et énonce des politiques, des stratégies et des projets visant à éliminer la pauvreté et à assurer l'intégration de toutes les personnes en situation de pauvreté extrême et d'exclusion sociale maximale. Ce projet comporte une politique visant à ce que l'enseignement soit profondément enraciné dans la société et accessible à tous et formule à cet effet un certain nombre de stratégies dont les objectifs sont les suivants :

- a) Faire en sorte que tous les enfants en âge d'être scolarisés soient inscrits à l'école, notamment ceux qui appartiennent à les groupes sociaux marginalisés;
- b) Faire en sorte que les élèves restent à l'école et poursuivent leur apprentissage;
- c) Renforcer l'enseignement en matière d'environnement, l'identité culturelle, la promotion de la santé et la participation communautaire;
- d) Améliorer les infrastructures et fournir aux écoles des moyens pédagogiques et sportifs;
- e) Assurer la conformité du système d'enseignement au modèle de production socialiste;
- f) Renforcer et encourager la recherche sur le processus d'enseignement;
- g) Développer l'enseignement interculturel bilingue;
- h) Assurer l'accès aux connaissances de manière que l'enseignement supérieur soit ouvert à tous.

C'est sur la base de cette politique qu'ont été conçus des programmes et projets spécifiques qui ont permis au Gouvernement vénézuélien de progresser dans l'édification du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, dont l'objectif ultime est le « bonheur social suprême ».

## **C. La loi organique sur l'enseignement**

La loi organique sur l'enseignement a été promulguée le 15 août 2009. Aux termes de l'article 2 de cette loi, l'enseignement est public, social, gratuit, d'excellente qualité, laïque, intégré, permanent, socialement adéquat, créatif, artistique, novateur, critique, pluriculturel, pluriethnique, interculturel et multilingue.

La loi organique sur l'enseignement définit comme suit les objectifs de l'enseignement : a) développer le potentiel créatif de chaque être humain aux fins du plein épanouissement de sa personnalité et de l'exercice de ses devoirs de citoyen; b) élaborer une nouvelle culture politique fondée sur une participation et une action actives pour renforcer le pouvoir du peuple; c) épanouir les personnes sur la base d'une approche géohistorique visant à les sensibiliser à leur nationalité et à leur souveraineté; d) promouvoir le respect de la dignité humaine et une formation fondée sur les valeurs éthiques que sont la tolérance, la justice, la solidarité, la paix, le respect des droits de la personne et la non-discrimination; e) promouvoir une

prise de conscience écologique afin de préserver la biodiversité et la diversité sociale; et f) dispenser un enseignement intégré concernant un travail social libérateur, qui constitue un moyen aussi bien qu'une fin.

## **D. Organisation du système d'enseignement**

Le système d'enseignement de la République bolivarienne du Venezuela est défini à l'article 24 de la loi comme une entité organique structurée comportant divers systèmes, niveaux et modalités qui correspondent aux étapes successives du développement de la personne. Il comporte des composantes étroitement liées, dont chacune peut avoir la forme d'un établissement public ou d'un établissement privé. Il est systématique, souple et intégré et assure l'égalité des chances et des possibilités de manière à assurer l'intégration de tous les élèves dans les diverses composantes en prêtant une attention à la diversité multiethnique, interculturelle et pluriculturelle et aux besoins particuliers en matière d'enseignement. Il est axé sur l'être humain humaniste, social, écologiste, participatif, apte à prendre des initiatives et collectivement responsable. Il comporte deux composantes, l'enseignement de base et l'enseignement universitaire.

### **L'enseignement de base**

Cette composante comporte différents niveaux d'enseignement : préscolaire, primaire et intermédiaire. Le niveau préscolaire comprend le jardin d'enfants et les classes préprimaires, destinés aux enfants de 0 à 6 ans. Le primaire comprend six classes et conduit au certificat d'enseignement primaire. Le niveau intermédiaire comporte deux options : l'enseignement général, programme de 5 ans, et l'enseignement technique, qui comporte 6 classes.

L'enseignement de base comporte également des méthodes définies comme suit à l'article 26 de la loi organique sur l'enseignement : « formes diverses d'enseignement destinées à des personnes qui, en raison de leurs spécificités et des conditions particulières de leur développement intégral, y compris les aspects culturel, ethnique, linguistique et autres, nécessitent, en permanence ou temporairement, un programme d'enseignement adapté pour les divers niveaux d'enseignement. Au nombre des méthodes on trouve l'enseignement répondant à des besoins particuliers, l'enseignement des jeunes et des adultes, l'enseignement dans les zones frontalières, l'enseignement dans les zones rurales, l'enseignement artistique, l'enseignement militaire, l'enseignement interculturel et l'enseignement interculturel bilingue ».

Pendant l'année scolaire 2009/10, on comptait 28 692 écoles primaires, dont 82,67 % (23 719 écoles) étaient publiques et 17,33 % (4 973 écoles) étaient privées.

7 735 815 élèves étaient inscrits dans l'enseignement de base en 2009/10, dont 6 078 510 dans des établissements publics et 1 657 305 dans des établissements privés. La ventilation par niveau et type d'enseignement fait apparaître que 1 563 117 enfants suivaient un enseignement préscolaire, 3 428 351 un enseignement primaire, 2 254 935 un enseignement intermédiaire, 282 147 personnes un enseignement destiné aux jeunes et aux adultes et 207 265 personnes un enseignement adapté à des besoins particuliers<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Ces chiffres ne comprennent pas les inscriptions dans le cadre des missions bolivariennes, qui

### **La composante enseignement universitaire**

L'enseignement universitaire comprend un premier cycle et des études universitaires supérieures; il est dispensé dans des établissements publics et privés. Il comprend des universités expérimentales et classiques, des universités autonomes, des instituts universitaires et des établissements d'enseignement supérieur.

Deux millions deux-cent quatre-vingt-treize mille neuf cent quatorze étudiants ont été inscrits dans des universités vénézuéliennes en 2010, dont 2 184 327 dans le premier cycle d'études universitaires et 109 587 dans des établissements d'enseignement universitaire supérieur<sup>4</sup>. La plupart de ces étudiants (1 611 497, soit 70,3 %) sont inscrits dans des établissements publics, les 681 967 (29,7 %) étaient inscrits dans des établissements privés.

## **III. Réalisations et stratégies en matière d'enseignement**

Les progrès réalisés en matière d'enseignement depuis le début de la révolution bolivarienne sont manifestes, quelles que soient les composantes, les niveaux et les modes d'enseignement. Au cours des 11 dernières années, le Venezuela est devenu la plus grande salle de classe du monde et a progressé sur la voie de l'enseignement universel grâce à l'augmentation de la scolarisation, un meilleur enseignement et une diminution des taux d'abandon scolaire.

Ces réalisations sont imputables en partie aux politiques et stratégies spécifiques conçues et mises en œuvre pour tous les niveaux et tous les types des composantes du système d'enseignement.

En outre, en plus des stratégies appliquées dans le système d'enseignement classique, des politiques ont été conçues pour favoriser l'intégration sociale des personnes quelle que soit leur culture. La révolution bolivarienne a regroupé la gestion culturelle dans le pays, mis en place une nouvelle infrastructure et des plans et programmes novateurs qui constituent un contraste frappant avec la gestion de la décennie précédente.

On trouvera ci-après une description des réalisations du Venezuela concernant la composante enseignement de base, la composante enseignement universitaire et la composante culturelle ainsi que des stratégies qui ont permis au pays de devenir la plus grande salle de classe du monde.

### **A. Réalisation et stratégies en matière d'enseignement de base**

Dans le cadre de la révolution bolivarienne, 1 502 688 enfants et adolescents ont été incorporés dans les divers niveaux de l'enseignement de base. Entre l'année scolaire 1998/99 et l'année 2009/10, les inscriptions scolaires ont augmenté de 24 %, contre 10 % seulement au cours de la décennie précédente (de l'année scolaire 1988/89 à l'année scolaire 1997/88).

Pour promouvoir l'inscription scolaire universelle à tous les niveaux, le Gouvernement bolivarien a entre autres aboli les droits d'inscription dans toutes les

---

feront l'objet d'une section ultérieure du présent rapport.

<sup>4</sup> Ces chiffres comprennent les inscriptions dans le contexte de la mission Sucre.

écoles publiques, y compris pour l'enseignement préscolaire, primaire et intermédiaire. Cette mesure visait à inverser les tentatives de privatisation de l'enseignement qui étaient manifestement en cours avant 1999.

Le Gouvernement bolivarien a également adopté une autre mesure importante, le renforcement du programme de cantines scolaires. Ce programme a contribué à réduire la fréquence de la malnutrition infantile et à accroître la scolarisation, à réduire le taux d'abandon scolaire et à améliorer les résultats, ce qui a été constaté à tous les niveaux de l'enseignement de base depuis 1999.

Une nutrition correcte est un facteur stratégique fondamental pour les écoliers, critique pour leur plein épanouissement en tant qu'êtres humains à toutes les étapes de leur vie; elle a des incidences positives sur leur développement physique, leur croissance et leur apprentissage et contribue à la diminution des taux de redoublement et d'abandon scolaire. En conséquence, le Gouvernement bolivarien a élargi et renforcé le programme de cantines scolaires, conçu pour les enfants, les adolescents et les jeunes inscrits dans les écoles publiques. L'objectif est de fournir aux enfants une alimentation variée, équilibrée, d'excellente qualité et adaptée aux besoins nutritifs, caloriques et énergétiques de chaque groupe d'âge. Ce programme a également des incidences sur la dynamique du groupe familial, non seulement sur le plan économique mais aussi sur celui des habitudes de consommation alimentaire.

Quatre millions cinquante-cinq mille cent-trente-cinq élèves ont bénéficié du programme de cantines scolaires en 2010, contre 119 512 en 1998, soit une augmentation de 3 293 % durant les 11 années écoulées depuis le début de la révolution bolivarienne.

Une autre mesure qui a eu des incidences à tous les niveaux de la composante enseignement de base a été l'introduction de tarifs préférentiels pour les élèves pour le transport par autobus, afin que les élèves puissent utiliser les transports publics. Tous les élèves qui suivent des cours dans des établissements publics et privés, y compris les universités peuvent bénéficier de ces tarifs réduits.

Une des caractéristiques des stratégies mises en œuvre dans l'enseignement de base a été la construction de 4 037 nouvelles écoles publiques entre 1998-1999 et 2009-2010, ce qui correspond à une augmentation de 21 % du parc d'établissements scolaires du pays. Au cours de la période correspondante avant la révolution, la construction de nouvelles écoles privées n'avait augmenté que de 13 %.

Le nombre des enseignants a augmenté de 161 % pendant la révolution bolivarienne, pour atteindre un total de 494 534 enseignants en 2009-2010, contre 189 172 en 1998. En revanche, il avait diminué de 19 % pendant la période qui a précédé la révolution bolivarienne.

### **Enseignement préscolaire**

Pendant la révolution bolivarienne, le taux net de scolarisation au niveau préscolaire a augmenté de 28 points de pourcentage, passant de 43 % pendant l'année scolaire 1998/99 à 71 % pendant l'année scolaire 2009/10. Au cours de la période précédente, c'est-à-dire de 1988-1989 à 1998-1999, ce pourcentage avait augmenté seulement de 6 points de pourcentage, passant de 38 % à 43 %.

On peut donc voir que le taux net de scolarisation dans l'enseignement préscolaire a augmenté cinq fois plus vite que pendant la période précédente

correspondante. Cette réalisation est due en premier lieu au fait que la Constitution a établi que l'enseignement préscolaire est le premier niveau obligatoire d'enseignement, en deuxième lieu à l'abolition des droits d'inscription dans les établissements publics à ce niveau, en troisième lieu au renforcement du programme de cantines scolaires et enfin à l'adoption de stratégies spécifiques, y compris la conception et la mise en œuvre du Projet Simoncito. Ce projet vise à ce que tous les enfants de 0 à 6 ans bénéficient de facteurs sociaux, éducatifs et alimentaires qui leur permettront de grandir, de se développer pleinement et de progresser vers l'enseignement primaire, tout en garantissant l'égalité des chances.

On comptait 11 546 établissements préscolaires début 1999; aujourd'hui, 11 ans plus tard et après l'introduction du Projet Simoncito, le nombre de ces établissements est passé à 16 972.

### **Enseignement primaire**

Le Venezuela a progressé sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'enseignement, s'agissant de l'enseignement primaire. Cette évolution positive sur la voie de l'enseignement primaire universel est illustrée par le taux net d'inscriptions, qui constitue un indicateur de l'Objectif 2 du Millénaire pour le développement.

Au cours de l'année scolaire 2009/10, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 93 %, ce qui veut dire que sur 100 enfants de 6 à 11 ans qui auraient dû aller à l'école, 93 le faisaient effectivement. Ceci correspond à une augmentation de 7 % par rapport à l'année scolaire 1998-99, début de la révolution bolivarienne.

La progression du taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire marque un contraste avec la tendance observée au cours de la période précédente, durant laquelle ce pourcentage a diminué de 4 % en moyenne, passant de 90 % pendant l'année scolaire 1990/91 à 86 % en 1998/99.

S'agissant du deuxième indicateur de l'Objectif 2 du Millénaire pour le développement, à savoir la proportion d'élèves commençant la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire, il apparaît que pendant la période comprise entre les années scolaires 2004/05 et 2009/10 (c'est-à-dire pendant la révolution bolivarienne), 85 % des élèves ont effectué le cycle d'enseignement primaire en six ans. Toutefois, si l'on tient compte des redoublements, il apparaît que 97 % des élèves ont achevé l'école primaire au cours d'une période de 6 à 8 années scolaires.

En revanche, pour ce qui est de la période antérieure à 1999, si l'on examine la période comprise entre les années scolaires 1993/94 et 1998/99, il apparaît que seulement 67 % des élèves qui ont commencé la première année d'études primaires ont achevé l'école primaire en six ans.

Pendant la révolution bolivarienne, le nombre d'élèves qui ont commencé la première année d'études primaires et ont achevé l'enseignement primaire en 6 ans a augmenté de 18 % alors que l'augmentation correspondante pendant la période précédente n'était que de 1 %.

Les augmentations constatées s'agissant du taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire et la proportion d'élèves commençant la première année

d'études primaires qui achèvent le cycle primaire en six ans, montrent que le Venezuela a progressé sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il convient de noter également une autre réalisation, l'évolution des taux d'achèvement et d'abandon scolaire à ce niveau.

Le taux d'achèvement de l'école primaire s'est établi à 95 % pendant l'année scolaire 2008/09. Pendant les années 90, cet indicateur était en moyenne de 85 % alors qu'il était de 92 % pendant la révolution bolivarienne, soit une augmentation de 7 %.

Le taux d'abandon scolaire au stade de l'enseignement primaire était en moyenne de 2 % entre 1998/99 et 2009/10, contre 5 % pendant la décennie précédente, soit une diminution de 3 %.

Ces réalisations s'expliquent en partie par les stratégies d'enseignement et en partie par l'introduction des écoles boliviennes et l'intégration des techniques de l'information et de communication pour renforcer la capacité d'apprentissage des élèves.

Les écoles boliviennes sont un espace d'action visant à lutter contre l'exclusion en matière d'enseignement. Elles fonctionnent toute la journée et les enfants passent toute la journée à l'école, ce qui permet de remédier à un certain nombre de facteurs externes qui contribuent à l'exclusion, comme la malnutrition et l'extrême pauvreté. Dans les écoles boliviennes, les enfants bénéficient de services de protection sociale renforcés (transports, repas, assistance médicale, uniformes, bourses, chaussures, orientations scolaire et professionnelle).

En 2010, on a calculé que 5 749 écoles boliviennes avaient été créées pendant la révolution bolivarienne, dont 5 495 écoles primaires et 254 établissements destinés à répondre à des besoins particuliers.

Le projet pédagogique Canaima est une expérience novatrice en matière d'élaboration des programmes d'enseignement au Venezuela. Il vise à appuyer la formation intégrée des élèves grâce à des ordinateurs portables qui contiennent des matériels éducatifs à l'intention des enseignants et des élèves de l'enseignement primaire. Les méthodes Canaima sont employées dans les établissements publics de tout le pays et également dans les établissements privés subventionnés par l'État.

Ce projet est exécuté dans le cadre d'un accord de coopération entre le Portugal et la République bolivarienne du Venezuela. Il comprend deux éléments : a) « Canaima à l'école », les ordinateurs portables étant conservés à l'école; et b) « J'emporte Canaima à la maison » dans le cadre duquel chaque élève de l'enseignement primaire de la deuxième année à la sixième année dispose en permanence d'un ordinateur portatif comportant le matériel pédagogique adapté à son niveau scolaire.

Ce projet a été lancé en 2009 et entre 2009 et 2010, 382 708 élèves de première année et de deuxième année de l'enseignement primaire dans 11 432 écoles ont été équipés d'ordinateurs portatifs; 743 887 ordinateurs portables avaient été distribués en avril 2011. L'objectif pour 2012 est de distribuer des ordinateurs portatifs à tous les élèves de l'enseignement primaire inscrits dans des établissements publics ainsi que dans des établissements privés subventionnés par l'État.

L'alphabétisation est une autre grande réalisation de la révolution bolivarienne. Le taux d'alphabétisation des hommes et des femmes âgés de 15 à 24 ans est passé de 97,59 % en 1999 à 98,55 % en 2009.

L'augmentation du taux d'alphabétisation est due au succès de la première mission Robinson (Robinson I) lancée en 2003 pour rembourser la dette sociale du pays en matière d'enseignement, tâche qu'a du entreprendre la révolution bolivarienne dès ses débuts, tout en réduisant les taux élevés d'exclusion sociale. Le projet se poursuit encore actuellement et 1 706 145 Vénézuéliens avaient appris à lire et à écrire en 2010. À l'heure actuelle, 14 829 personnes sont inscrites dans le cadre de Robinson I.

Robinson I avait pour objectif d'éliminer l'analphabétisme. Ce projet a été mis en œuvre avec l'appui de la République de Cuba qui a fourni des services de conseil et sa méthode d'alphabétisation « Oui, je peux », à laquelle l'UNESCO a décerné un prix pour l'alphabétisation. La mission, qui constitue le plus grand programme d'alphabétisation de masse mis en œuvre au cours des dernières années s'est déroulée dans divers milieux dans les communautés, y compris les écoles publiques, les installations communautaires et les bâtiments publics.

La deuxième mission Robinson (Robinson II) a été lancée en 2003 avec l'objectif que tous les élèves achèvent l'enseignement primaire, à savoir non seulement ceux qui avaient suivi les cours de Robinson I mais aussi toutes les personnes qui avaient abandonné l'enseignement structuré pour un motif quelconque. La phase II de la mission Robinson est fondée sur la méthode « Oui, je peux continuer<sup>5</sup> ».

Dans le cadre de Robinson II, 577 583 Vénézuéliens ont achevé le cycle d'enseignement primaire en 2010. Au cours de cette même année, 297 833 personnes se sont inscrites dans l'objectif d'achever leur enseignement primaire.

Quelques autres réalisations de ces missions sont exposées dans les paragraphes ci-après :

a) La République bolivarienne du Venezuela a proclamé que le pays était exempt d'analphabétisme : le 28 octobre 2005, le Directeur général de l'UNESCO a adressé au Ministère de l'éducation une lettre dans laquelle il a déclaré que le Venezuela avait éradiqué l'analphabétisme;

b) Alphabétisation des peuples autochtones : en 2010, un total de 68 495 personnes originaires de divers groupes ethniques, dont les Kariña, Wuayúu, Piaroa, Yanomami, Guaraó, Piapoco, Guarequena, Bari, Arauco, Pemón, Maquiritare, Yucpa, Pume, Ye'Kwana et Jivi avaient appris à lire et à écrire. Parmi celles-ci, on comptait 55 % de femmes et 45 % d'hommes. En outre, les matériels pédagogiques de la méthode « Oui, je peux » ont été traduits dans les langues jivi, ye'kwana, kariña et warao. À l'heure actuelle, 32 880 autochtones sont inscrits dans le cadre de la mission Robinson I;

c) Inclusion de la population carcérale : grâce à l'extension des missions Robinson I et II aux établissements pénitentiaires, il a été possible d'intégrer la

<sup>5</sup> Cette méthode est fondée sur une stratégie pédagogique faisant appel à la télévision, à la vidéo et à des brochures d'appui.



population carcérale dans le système éducatif vénézuélien, d'apprendre aux détenus à lire et à écrire et de leur permettre d'achever le cycle d'enseignement primaire, alors que les missions Ribas et Sucre jouent le même rôle pour le niveau intermédiaire et l'enseignement universitaire. En 2010, 992 détenus ont participé aux missions Robinson I et II et à l'heure actuelle 2 050 prisonniers poursuivent un enseignement à tous les niveaux;

d) Intégration de la population ayant des besoins particuliers en matière d'enseignement : le programme tient compte des besoins spécifiques des personnes ayant des handicaps visuel, moteur, auditif et autres, qui ont été exclues du système éducatif. À effet, plusieurs mécanismes nécessitant une attention personnalisée ont été conçus pour compléter le processus d'alphabétisation, notamment le langage des signes et le système Braille. Ainsi, les matériels pédagogiques de la méthode « Oui, je peux » ont été traduits en Braille, ainsi que les divers manuels scolaires spécifiquement conçus à l'intention de la population ayant des besoins éducatifs particuliers.

En 2010, 7 054 personnes ayant des handicaps auditif, visuel, moteur et cognitif ont été intégrées dans le système éducatif. En outre, des personnes atteintes du syndrome de Down et souffrant d'autres problèmes d'apprentissage ont appris à lire et à écrire dans le cadre de la mission Robinson : les programmes pédagogiques ont été adaptés aux besoins spécifiques de chaque personne, une attention personnalisée est fournie et des matériels pédagogiques adaptés sont utilisés.

### **Enseignement de niveau intermédiaire**

Pendant l'année scolaire 2009/10, le taux net de scolarisation dans l'enseignement de niveau intermédiaire s'est établi à 72 %, soit une augmentation de 24 % par rapport aux 48 % enregistrés pendant l'année scolaire 1998/99. Pendant la décennie qui a précédé la révolution bolivarienne, ce pourcentage avait seulement progressé de 3 %, passant de 45 % à 48 % en 1998-1999.

Les taux d'abandon scolaire ont diminué pendant la révolution bolivarienne et sont en moyenne de 10 % depuis 1999, contre 17 % pendant la décennie précédente, soit une diminution de 7 % entre les deux périodes. Pendant l'année scolaire 2008/09, le taux d'abandon dans l'enseignement de niveau intermédiaire a été de 9 %.

On peut trouver une autre illustration du fait que le Venezuela est devenu la plus grande salle de classe du monde dans l'augmentation de la scolarisation dans l'enseignement de niveau intermédiaire, dans les domaines des sciences et des humanités et de l'enseignement technique. S'agissant des sciences et des humanités, le nombre des inscrits est passé de 322 075 élèves pendant l'année scolaire 1997/98 à 654 553 élèves au cours de l'année 2009/10, soit une progression de 98 %.

Le chiffre correspondant concernant l'enseignement technique est de 76 % : 122 027 élèves étaient inscrits dans l'enseignement de ce type pendant l'année scolaire 2009/10, contre 66 881 en 1997/98.

Une stratégie particulièrement digne d'intérêt mise en œuvre pour ce niveau d'enseignement était la création des écoles secondaires boliviennes<sup>6</sup>, dans

<sup>6</sup> Cette expression désigne les écoles secondaires qui dispensent un enseignement de niveau intermédiaire.

l'objectif de former des élèves aptes à répondre aux besoins en ressources humaines du système de production. À cet effet, des projets éducatifs productifs et durables présentant un intérêt socioculturel sont conçus et mis en œuvre. Au cours de l'année scolaire 2009/10, les 1 549 écoles secondaires bolivariennes implantées dans tout le pays accueillait 667 087 élèves.

La nouvelle conception de l'enseignement a été mise en pratique au moyen du projet Robinson d'écoles techniques. Dans ces écoles, l'enseignement et le travail sont considérés comme des éléments fondamentaux pour ce qui est de l'épanouissement des personnalités et du respect de la dignité humaine. En 1998, au début de la révolution bolivarienne, le Venezuela comptait 103 écoles techniques; ce chiffre était passé à 340 pendant l'année scolaire 2009/10, soit une augmentation de 230 %. Parmi les écoles techniques vénézuéliennes, 226, soit 67 % du total, sont des écoles du type Robinson.

La mission Ribas<sup>7</sup>, lancée en 2003, constitue une autre stratégie à ce niveau d'enseignement. Son objectif est de permettre aux personnes qui n'ont jamais eu la possibilité d'achever un enseignement intermédiaire ou aux personnes qui n'ont jamais pu entrer dans une école intermédiaire, d'accéder à un enseignement de niveau intermédiaire. La mission Ribas a permis à 632 623 Vénézuéliens d'achever un enseignement de niveau intermédiaire depuis 2005. À l'heure actuelle, 462 251 élèves sont inscrits dans le pays et tous obtiendront des certificats de fin d'études de niveau intermédiaire d'ici à deux ans.

### **Enseignement interculturel bilingue**

La République bolivarienne a introduit un certain nombre de méthodes en matière d'enseignement; l'une d'entre elles, l'enseignement interculturel bilingue constitue un progrès notable dans l'évolution des traditions pédagogiques des peuples autochtones et le renforcement et la revitalisation de leur langue et de leur culture grâce à l'enseignement. L'objectif de cette forme d'enseignement est de permettre à tous d'accéder à l'enseignement, dans le contexte d'une société pluriethnique et pluriculturelle, compte dûment tenu de la diversité culturelle.

L'une des grandes réalisations de la révolution bolivarienne est qu'elle a permis aux peuples autochtones, exclus pendant plus de 200 ans, de s'exprimer. La Constitution reconnaît leur droit d'être consultés et ils bénéficient dorénavant d'une pleine participation.

Au nombre des innovations particulièrement dignes d'intérêt, on trouve le fait que les langues autochtones doivent être employées dans toutes les écoles publiques et privées situées dans des zones autochtones, y compris dans les zones urbaines où vivent des populations autochtones, la construction et la réfection des écoles autochtones qui sont adaptées sur les plans écologique, culturel et linguistique, ainsi que la production et la publication de matériel pédagogique sous forme imprimée et audiovisuelle dans les langues autochtones et dans des éditions bilingues ainsi que la formation initiale et permanente des enseignants autochtones.

Au cours de l'année scolaire 2009/10, on comptait 656 écoles autochtones qui dispensaient un enseignement préscolaire, primaire et de niveau intermédiaire, dans

---

<sup>7</sup> Cette mission comporte des méthodes de télé-enseignement novatrices et est appuyée par des animateurs, des organismes communautaires et des établissements officiels.

les zones géographiques où vivent les peuples autochtones dans les États ci-après : Amazonas, Anzoátegui, Apure, Bolívar, Delta Amacuro, Mérida, Monagas, Sucre et Zulia. Soixante-huit mille cinq cent vingt enfants autochtones étaient scolarisés pendant cette année scolaire.

En dehors des zones géographiques où vivent les peuples autochtones, 42 331 enfants autochtones sont scolarisés dans 604 écoles dans tout le pays. Cent dix mille huit cinquante et un enfants autochtones sont inscrits dans la composante enseignement de base.

### **Enseignement adapté à des besoins particuliers**

Ce type d'enseignement dessert la population ayant des besoins particuliers, depuis les jeunes enfants jusqu'aux adultes. Il favorise également l'intégration des personnes ayant des besoins particuliers dans d'autres secteurs du système d'enseignement, à des niveaux divers. Pendant l'année scolaire 2009/10, 207 265 enfants, adolescents et adultes souffrant de divers handicaps, dont l'autisme, les difficultés d'audition et de vision, d'apprentissage, de handicaps physiques, d'arriération mentale et de troubles de la parole étaient inscrits dans des écoles et des établissements fournissant des services spécialisés.

La révolution bolivarienne a pris des mesures pour toutes les personnes ayant des besoins particuliers. Le taux de scolarisation dans les établissements spécialisés a augmenté de 257 % entre les années scolaires 1998/99 et 2009/10, le nombre d'élèves passant 67 883 à 207 265.

En 2010, le Venezuela comptait 956 établissements et services d'éducation visant à répondre à des besoins particuliers et 3 130 salles de classe intégrées. Les salles de classe intégrées sont implantées dans des écoles ordinaires et desservent les élèves ayant un type quelconque de besoins particuliers. À cet effet, l'enseignant spécialisé et l'enseignant habituel travaillent en équipe.

## **B. Réalisations et stratégies en matière d'enseignement universitaire**

En 2003, un débat national associant toutes parties prenantes du secteur universitaire a débuté au Venezuela. Il était axé sur les modèles épistémologiques, organisationnels et pédagogiques actuellement utilisés dans les universités vénézuéliennes et sur les nouvelles options envisagées en matière de transformation, mises en pratique dans un premier temps avec la création de l'Université bolivarienne du Venezuela.

Ce processus, outre de susciter d'importantes contributions concernant les aspects juridiques et théoriques de la vie universitaire a facilité l'élaboration d'un programme de transformation de la composante universitaire, conformément au Plan national de développement (2007-2013) et aux conclusions des conférences internationales et régionales sur ce thème. Le programme en question porte sur les éléments ci-après : pertinence sociale, équité, qualité et innovation, autonomie responsable, activité, démocratie interne participative, exercice de la pensée critique, formation intégrée enseignement humaniste et éthique et enseignement la vie durant.

Pendant la révolution bolivarienne, d'importants progrès ont été réalisés dans l'effort mené pour encourager les diplômés de l'enseignement secondaire à entrer à l'université. En 2010, il était manifeste que cet avait été couronné de succès, 128 382 candidats ayant été admis dans le cadre du système d'inscription nationale unique à l'enseignement universitaire. Parmi ces candidats, 1 217 sont des personnes handicapées et 2 702 sont des autochtones. En outre, 2 335 sont diplômés de la Mission Ribas. Il convient également de noter que 52,4 % des places à l'université (67 323) ont été affectées à des diplômés du secondaire venant des couches socioéconomiques les plus défavorisées. Ceci témoigne des acquis substantiels en matière d'intégration des personnes qui avaient été marginalisées historiquement.

En 2010, 76 personnes sur 1 000 habitants étaient inscrites à l'université, la moyenne pondérée durant les 12 années de la révolution s'établissant à 50 pour 1 000 habitants. Ceci est le double du chiffre correspondant pendant la décennie précédente, où seulement 27 habitants sur 1 000 étaient inscrits à l'université.

Les inscriptions à l'université ont augmenté de 192 % entre 1998 et 2010. Le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur était de 537 698 en 1990, de 785 285 en 1998 et de 2 293 914 en 2010.

70,3 % des étudiants étaient inscrits dans des établissements publics et 29,7 % dans des établissements universitaires privés. On a donc constaté un accroissement considérable des inscriptions dans les universités publiques pendant la révolution bolivarienne.

L'UNESCO a reconnu l'une des réalisations notables de la révolution en matière d'enseignement universitaire lorsqu'elle a classé le Venezuela au cinquième rang dans le monde et au deuxième rang pour la région Amérique latine et Caraïbes en termes de taux brut d'inscription dans les universités, qui s'établit actuellement à 85 %.

Ces succès en matière d'enseignement universitaire sont imputables à la conception et à la mise en œuvre d'un certain nombre de stratégies et en particulier à la création du Ministère du pouvoir populaire pour l'enseignement universitaire, de la municipalisation de l'enseignement universitaire et des missions Sucre et Alma Mater.

### **Création du Ministère du pouvoir populaire pour l'enseignement universitaire**

La révolution bolivarienne se caractérise par la compréhension de l'importance stratégique de l'enseignement universitaire pour la transformation sociale, politique, économique et culturelle du pays. Dans ce contexte, le Ministère du pouvoir populaire pour l'enseignement supérieur a été créé le 8 janvier 2002. Le Ministère de l'enseignement a été rebaptisé Ministère du pouvoir populaire pour l'enseignement universitaire lors de l'adoption de la loi organique sur l'enseignement, en 2009.

### **La municipalisation de l'enseignement universitaire**

La municipalisation a été l'une des directives fondamentales et des stratégies essentielles de la politique d'enseignement supérieur universel adoptée par la révolution bolivarienne.

La municipalisation vise entre autres à apporter l'université là où vivent les gens, pour en ouvrir les portes à tous, quels que soient l'âge, les obligations familiales, la situation économique ou la situation en matière d'emploi. L'université a été amenée dans les collectivités de telle sorte qu'elle puisse être accessible aux personnes qui travaillent, qui doivent s'occuper d'enfants, qui ne peuvent pas voyager loin de chez elles et qui ne vivent pas dans des grandes zones urbaines.

Dans le cadre de cette stratégie, la mission Sucre a été lancée en 2003 avec l'objectif d'amener un enseignement universitaire dans toutes les municipalités du pays, compte tenu des besoins et du potentiel des diverses régions et de créer des espaces pédagogiques permettant aux étudiants de s'inscrire aux divers programmes de formation gérés par les universités.

Grâce à ces espaces éducatifs municipaux, que l'on dénomme « villages universitaires », le nombre des inscriptions à l'université est passé de 785 285 en 1998 à 2 293 914 en 2010.

En 2010, grâce à la mission Sucre, 462 199 étudiants ont pu suivre un enseignement universitaire; 57 532 ont bénéficié de bourses et 10 047 étaient d'origine autochtone.

La différence entre l'extension géographique de l'enseignement universitaire avant et après la mission Sucre est frappante. En 1998, l'accès à l'enseignement universitaire était uniquement disponible dans de grandes villes capitales et dans les régions nord, centrales et côtières; en 2010, cet enseignement était disponible dans tout le pays.

En 2010, 57 023 élèves ont bénéficié d'une assistance financière par l'intermédiaire de la mission Sucre; à ce titre a) 34 230 étudiants ont bénéficié d'un financement au titre de programmes nationaux de formation, b) 14 319 étudiants ont été inscrits dans les quatre premières années du programme communautaire intégré en matière de médecine, et c) 8 474 ont été inscrits en cinquième année de ce programme.

En 2004, 42 913 étudiants ont suivi un enseignement universitaire dans le cadre de la mission Sucre; ce chiffre est passé à 462 199 en 2010.

Une comparaison des inscriptions dans le contexte de la mission Sucre et des inscriptions dans les universités publiques fait apparaître qu'en 2004, les premières représentaient 5,9 % du total, pourcentage qui était passé à 40,4 % en 2010. Entre 2008 et 2010, 128 410 étudiants ont obtenu un diplôme dans le cadre de la mission Sucre.

En 2009, dans le contexte de la transformation de l'enseignement universitaire animée par la mission Sucre, le Gouvernement bolivarien a lancé la mission Alma Mater qui a pour objectif de promouvoir la structuration institutionnelle et géographique suivant les modalités énoncées dans le plan national de développement pour 2007-2013, aux termes duquel chacun a droit à un enseignement universitaire, sans exclusion aucune.

Les composantes de la mission Alma Mater sont exposées dans les paragraphes ci-après.

a) Transformation des instituts et établissements universitaires publics en universités expérimentales nationales. En 2010, six instituts universitaires de

technologie ont été transformés pour devenir les six premières universités polytechniques régionales à Apure, Aragua, Barinas, Barlovento, Lara et dans la région nord de Táchira.

b) Création d'établissements d'enseignement universitaire : 5 universités ont été créées au Venezuela entre 1989 et 1998 et la révolution a créé 20 établissements officiels d'enseignement universitaire entre 1999 et 2010. Dix-neuf de ces établissements sont des universités expérimentales nationales, dont la première a été l'Université bolivarienne du Venezuela, fondée en 2003, les six autres étant des universités classiques.

La création d'universités spécialisées a été particulièrement remarquable. Au nombre de celles-ci, on peut citer l'Université expérimentale des Arts, l'Université expérimentale nationale en matière de sécurité, l'Université militaire bolivarienne du Venezuela, l'Université vénézuélienne des hydrocarbures, l'Université des travailleurs boliviens « Jesús Rivero » et l'Université sportive du Sud. D'autres établissements spécialisés d'enseignement universitaire ont également été créés, dont l'Institut latino-américain d'agroécologie « Paulo Freire » et l'Institut universitaire d'aviation civile Mayor (AV) Miguel Rodríguez.

Deux universités autochtones ont également été créées : l'Université régionale Amazonas et l'Université autochtone Tauca.

En 2008, dans le cadre de la mission Alma Mater, des programmes nationaux de formation ont été créés sur l'initiative du pouvoir exécutif, agissant par l'intermédiaire du Ministère du pouvoir populaire pour l'enseignement universitaire. Ces programmes comprennent un ensemble d'activités universitaires permettant d'obtenir des diplômes et des certificats attestant de l'achèvement d'études de niveau universitaire, conçus en coopération avec des établissements nationaux d'enseignement universitaire. Ces programmes sont conformes aux grandes lignes du plan national de développement socioéconomique. Chaque programme est administré dans l'un des espaces pédagogiques créés dans le pays.

L'objectif des programmes nationaux de formation est de servir de réseau de connaissance et d'apprentissage pour l'obtention, la transformation et l'appropriation sociale de connaissances dans les diverses disciplines, en tant que service à la nation. Il s'agit plus spécifiquement de promouvoir activement les relations et la coopération entre établissements d'enseignement supérieur sur une base de solidarité et de relier l'enseignement universitaire aux organismes d'État, aux entreprises et aux organisations sociales, compte tenu de la pertinence de la formation et la création intellectuelle.

En 2010, 32 programmes nationaux de formation avaient été créés dans divers domaines, dont les soins infirmiers, la physiothérapie, les transports ferroviaires, la police, le tourisme, la prévention et la santé du travail, la chimie, la musique, les arts plastiques, la danse et le théâtre, l'informatique, les sciences de la Terre, l'automobile et l'électronique.

Parmi les programmes nationaux de formation, il convient de noter particulièrement le programme national de médecine communautaire intégrée, dont les objectifs sont les suivants : a) couvrir les besoins en matière de formation de diplômés en médecine communautaire intégrée; b) relier enseignants et élèves dans les territoires sociaux; et c) intégrer les connaissances scientifiques et la sagesse populaire dans un corps unique de connaissances, compte dûment tenu de la

diversité pluriculturelle et pluriethnique et de la stratégie de promotion de la santé et de la qualité de la vie.

En avril 2011, 27 018<sup>8</sup> étudiants étaient inscrits au programme national de médecine communautaire intégrée dans 318 municipalités. Parmi ceux-ci, 8 581 avaient commencé en juin 2010 et effectué leur internat en milieu hospitalier dans 181 centres sanitaires répartis comme suit dans l'ensemble du pays :

<i>Année d'études</i>	<i>Nombre d'étudiants</i>
Première . . . . .	4 083
Deuxième . . . . .	2 222
Troisième . . . . .	2 834
Quatrième . . . . .	3 183
Cinquième . . . . .	6 491
Sixième . . . . .	6 205

### C. Réalisations et stratégies en matière de culture

La démocratisation de la culture et l'intégration dans la sphère culturelle de groupes de population traditionnellement exclus constituent des objectifs sur la voie de la réalisation desquels des progrès tangibles ont été réalisés au cours des 11 dernières années.

Cette nouvelle approche de la culture en République bolivarienne du Venezuela a permis un certain nombre de réalisations, dont la création de 24 imprimeries locales et d'une presse culturelle spécialisée qui a permis de démocratiser les livres à des fins pédagogiques. L'ouverture de 52 librairies méridionales, comme moyens de distribution et la création de 44 boutiques de fournitures artistiques ont stimulé la créativité des écrivains et des artisans. La création de la Villa del Cine et l'ouverture de 113 cinémas communautaires, de 13 cinémas régionaux et de 15 cinémas institutionnels témoignent à l'évidence des réalisations de la révolution culturelle en matière de création audiovisuelle. En outre, 25 musées et galeries d'art, 3 parcs archéologiques et 11 centres de diversité culturelle ont été fondés.

Grâce à la mise en œuvre de la mission culturelle et l'introduction d'une licence en éducation avec spécialisation en développement culturel, le Venezuela s'est doté d'une armée d'animateurs culturels qui opèrent dans 98 % des municipalités du pays, où ils promeuvent une formation intégrant les communautés autochtones et les Afro-Vénézuéliens tout en respectant profondément leurs connaissances ancestrales et en incorporant les données d'expérience ainsi acquises des diverses disciplines.

Une autre réalisation importante a été la Fondation nationale vénézuélienne pour les orchestres d'enfants et de jeunes, qui est devenue en mars 2011 la Fondation musicale Simón Bolívar (Fundamusal Bolívar). La Fundamusal Bolívar est une initiative sociale de l'État vénézuélien qui promeut la

<sup>8</sup> Chiffre disponible en avril 2011.

systématisation de l'enseignement et de la pratique de la musique dans le cadre d'orchestres symphoniques et de chœurs, qui servent de moyen d'organisation sociale et de développement communautaire. Cette initiative vise à se servir de la musique pour intégrer les groupes de population précédemment exclus de la société, dont essentiellement les enfants et les jeunes qui vivent dans la pauvreté et sont vulnérables. La Fondation a été désignée « école de vie sociale » et 300 000 jeunes et enfants étudient actuellement la musique sous ses auspices. Un million de Vénézuéliens sont associés directement ou indirectement aux orchestres de jeunes et d'enfants. Ce système, qui cherche à lutter contre la pauvreté, a obtenu de nombreux prix, a été apprécié à sa juste valeur dans le monde entier et a servi de modèle dans d'autres pays.

#### **IV. Données d'expérience dans le cadre de la coopération internationale**

La République bolivarienne du Venezuela a fait des progrès fermes et soutenus pour établir les relations souveraines bilatérales et multilatérales sur la base de la solidarité et de la complémentarité, conformément au plan national de développement (2007-2013). Ces dernières années, le Venezuela a intensifié et diversifié sa politique étrangère, œuvrant efficacement en faveur d'un monde multipolaire, d'une union pour la région Amérique latine et Caraïbes et la création d'alliances stratégiques, politiques, économiques et culturelles dans l'objectif de promouvoir la prolifération de nouveaux groupes de puissances et de contribuer ainsi à l'avènement d'une nouvelle configuration géopolitique mondiale.

Dans ce contexte, l'éducation est un facteur stratégique de coopération sur la base de la solidarité et de l'unité des peuples. En conséquence, les relations interinstitutionnelles et la mobilité internationale des élèves et des enseignants ont été encouragées et des projets conjoints de formation et de recherche ont été mis au point.

La priorité stratégique de l'effort de coopération internationale du Venezuela en matière d'enseignement concerne les relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes, à la fois bilatérales [avec l'Argentine, la Brésil, la Bolivie, Cuba, la République dominicaine, Haïti, la Jamaïque, le Nicaragua, l'Équateur et l'Uruguay) et multilatérales, dans le contexte de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), du Marché commun du Sud (MERCOSUR), de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR). En outre, la priorité est accordée aux relations Sud-Sud avec l'Afrique (Algérie, Angola, Cap-Vert, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lybie, Mozambique, Namibie, Nigéria, République sahraouie, Sao-Tomé-Et-Principe, Sénégal, Seychelles et Sierra Leone), l'Asie et le Moyen-Orient (Chine, Viet Nam, Iran, Palestine et Syrie) et les pays européens stratégiques (Russie, France, Belarus, Italie et Ukraine).

Les domaines auxquels la priorité est accordée aux fins de l'instauration de relations et de la coopération internationale sont les suivants : sécurité alimentaire et souveraineté, santé publique, enseignement, culture, techniques de l'information et des communications, ingénierie, infrastructures et logements, pétrole, gaz et autres sources d'énergie, sciences sociales, nouvelles configurations géopolitiques internationales, développement écologique et tourisme.



Les données d'expérience du Venezuela en matière de coopération internationale relative à l'enseignement sont notamment les suivantes :

### **Accord de coopération intégrée entre Cuba et le Venezuela**

Cet accord est en vigueur depuis 10 ans et a permis aux peuples cubain et vénézuélien d'enregistrer des progrès considérables en matière d'enseignement.

La première Mission Robinson (Robinson I), résultat d'un effort conjoint appuyé par une assistance cubaine indéfectible, a permis au Venezuela de devenir un pays exempt d'analphabétisme et de rembourser une dette imputable à l'incurie envers le peuple vénézuélien pendant plus de 40 ans. La clef du succès de cette mission était la méthode « Oui je peux ».

Le Venezuela a obtenu des résultats remarquables en matière d'enseignement universitaire depuis 2000, y compris l'introduction de bourses pour les étudiants du premier cycle et des études supérieures et le fait que 5 711 Vénézuéliens poursuivent des études universitaires supérieures pour partie au Venezuela, et pour partie à Cuba, où ils font des stages d'une semaine dans leurs diverses disciplines.

En outre, le nombre des étudiants du premier cycle universitaire qui étudient à Cuba est passé à 799.

Un autre aspect de la coopération universitaire avec Cuba est fondé sur le fait que la santé publique est un droit fondamental de la personne et une protection sociale pour les citoyens dans leurs relations avec l'État. Ces considérations, ainsi que le succès rencontré par ALBA après sa fondation ont amené la création de l'École de médecine latino-américaine docteur Alejandro Próspero Révérend (ELAM).

Le nom d'ELAM rend hommage à un éminent savant français qui a accompagné le Libérateur, Simón Bolívar, à la fin de ses jours, en qualité de médecin. Cette école est issue de l'expérience humanitaire emblématique de la République sœur de Cuba; en effet, pendant des décennies, elle a formé des milliers de médecins communautaires qui s'occupent et soignent nombre de leurs concitoyens, et permettent l'exercice du droit à la santé même dans les zones les plus pauvres d'Amérique latine, des Caraïbes et du monde entier.

L'ELAM accueille des étudiants de tous les pays puisqu'elle opère dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Les étudiants reçoivent une formation dans les domaines ci-après : soins de santé primaire, prévention et promotion de la santé. L'ELAM coopère également étroitement avec le Programme national intégré de médecine communautaire et la mission Barrio Adentro qui dispensent une formation aux spécialistes qui travailleront ultérieurement pour le système national de santé publique.

Les étudiants de l'ELAM suivent une formation pré-médicale de 6 mois puis 6 années de pratique professionnelle dans des établissements universitaires dans des communautés de tout le pays (municipalisation de l'enseignement), y compris des salles à usages multiples, des centres communautaires, des dispensaires populaires Barrio Adentro, des centres de diagnostic intégré, des centres de rééducation intégrée, des centres de technologie de pointe et des hôpitaux populaires, entre autres.

### **Accord de coopération entre la République du Portugal et la République bolivarienne du Venezuela**

En conséquence de l'accord signé entre le Gouvernement portugais et le Gouvernement vénézuélien, de nombreux enfants et enseignants au niveau de l'enseignement de base ont obtenu des ordinateurs portables au titre du projet éducatif Canaima, les ordinateurs en question étant fabriqués au Portugal et assemblés au Venezuela. La conception des logiciels de ces ordinateurs portables a été intégrée avec les ressources numériques établies par le Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement.

### **Accord de coopération entre la République populaire de Chine et la République bolivarienne du Venezuela**

Avec l'appui de la République populaire de Chine, le Venezuela a conçu le satellite Simón Bolívar dénommé VENESAT-1. Ce projet concernait le premier satellite du Venezuela, mis sur orbite en 2008, ce qui a permis au pays d'étendre son réseau de satellites et de fournir des services de télécommunication à des zones difficiles d'accès, la priorité étant notamment donnée au secteur de l'enseignement.

En matière d'enseignement, le satellite a eu d'importantes retombées sur l'intégration, 1 012 260 utilisateurs étant reliés pour un total de 1 928 établissements d'enseignement, dont 537 centres boliviariens des techniques de l'information et des communications, 513 Infocentres, 505 écoles, dont 95 déjà incorporées au projet éducatif Canaima, 288 centres de gestion au niveau de la paroisse, 36 centres de la mission Sucre et 39 autres établissements d'enseignement.

Le programme Infocentre a pour objectif de fournir aux centres communautaires un accès Internet gratuit, fondé sur un logiciel libre; on familiarise le public à la technologie dans ces centres. Le prix de l'UNESCO King Hamad Bin Isa Al-Khalifa pour l'emploi des techniques de l'information et des communications dans l'enseignement a été décerné au Venezuela en 2010, au motif de l'ouverture de 737 Infocentres et de l'organisation d'une formation technologique rudimentaire à l'intention de 1 097 000 personnes.

Une autre réalisation notable de ce projet a été de former 90 spécialistes vénézuéliens, dont 60 ont reçu un enseignement spécialisé concernant les aspects opérationnels du satellite et son téléport et 30 étudiants ont poursuivi un doctorat à l'Université d'aéronautique et d'astronautique. Ils deviendront les futurs savants du Venezuela.

### **Grand projet national d'enseignement ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique)**

Dans le cadre de ce projet, plusieurs programmes de formation d'enseignement universitaire du niveau de la licence et d'enseignement universitaire supérieur ont été conçus pour les pays ALBA. Ces programmes sont dénommés « grands programmes nationaux de formation » et portent sur la géopolitique des hydrocarbures, l'enseignement, la médecine communautaire intégrée, l'agriculture et la souveraineté sur les ressources alimentaires. En outre, l'accord relatif à la reconnaissance des diplômes universitaires entre pays membres de ALBA a été signé et ratifié, dans l'objectif de faciliter la mobilité des étudiants et de reconnaître leurs réalisations universitaires dans leur pays d'origine.

### **Programme international de bourses**

Le programme international de bourses est une caractéristique de l'effort de coopération Sud-Sud du Gouvernement bolivarien. Lancé en 2005, il a fourni des bourses à plus de 2 800 étudiants originaires de 42 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique, qui sont inscrits dans 106 programmes de formation dans 38 universités.

Les disciplines enseignées aux étudiants internationaux varient en fonction des carrières jugées stratégiques par leur pays d'origine, afin que les étudiants puissent contribuer par la suite au développement social productif de leur pays d'origine. Les disciplines les plus courantes sont les suivantes : sciences sociales, médecine, agronomie, ingénierie, enseignement et informatique.

### **Accords sur la reconnaissance des diplômes universitaires**

Dans le cadre de la nouvelle géopolitique du Sud (Amérique latine et Caraïbes, Afrique, Asie et Moyen-Orient), le Venezuela continue à travailler à l'élaboration d'accords de reconnaissance des diplômes avec divers pays frères, présents dans les universités vénézuéliennes, en se fondant sur les principes de la qualité et de la pertinence sociale et en visant manifestement le renforcement, la crédibilité et le positionnement stratégique de la révolution bolivarienne sur le plan international.

### **Coopération avec l'Afrique**

En matière d'enseignement universitaire, 271 bourses pour des études du niveau de la licence ont été décernées à de jeunes étudiants de 16 pays d'Afrique (Cap-Vert, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libye, Namibie, Nigéria, République sahraouie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Angola, Mozambique et Gambie) afin de renforcer la formation dans des domaines d'importance stratégique pour leur pays. Une fois leurs études achevées, ces étudiants pourront rentrer dans leurs pays et mettre à profit leurs connaissances pour susciter d'importants changements dans leurs sociétés.

Des accords sur les matériels pédagogiques de niveau universitaires ont été signés avec quatre pays d'Afrique : la Gambie, la Guinée-Bissau, la Libye et la Namibie, et un accord relatif à la reconnaissance des diplômes a été signé avec la Gambie. Ceci constitue une importante réalisation qui garantit l'efficacité de l'effort de coopération.

### **La mission Robinson internationale**

La mission Robinson internationale a été lancée dans le cadre d'ALBA le 19 mars 2010. Elle a pour objectif de favoriser la coopération et les échanges de données d'expérience dans les domaines de l'enseignement et des sports avec les pays d'Amérique latine et d'autres pays du monde qui demandent la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation et d'enseignement intégré. À l'heure actuelle, des Vénézuéliens travaillent dans cette mission en qualité de volontaires en Bolivie et au Nicaragua.

## V. Défis à relever

La révolution bolivarienne doit encore relever nombre de défis. En premier lieu, la nécessité de continuer à progresser dans la réfection des établissements publics utilisés pour l'enseignement préscolaire, primaire et intermédiaire, y compris les écoles Simoncito et les écoles boliviariennes, les écoles secondaires boliviariennes et les écoles techniques Robinson.

Un deuxième défi consiste à réduire le nombre d'élèves par classe au niveau de l'enseignement de base, en particulier dans les zones urbaines. Pour ce faire, il faudra construire de nouveaux bâtiments scolaires.

Un autre défi de grande ampleur pour la révolution bolivarienne consiste à progresser davantage dans l'élaboration de programmes d'enseignement fondés sur des valeurs humanistes, caractérisées par le respect de la diversité culturelle et du pluriculturalisme, compte dûment tenu de l'aspect social de la science, de l'amour de la patrie et du développement durable. Pour ce faire, il faudra intégrer dans les programmes des éléments concernant les domaines précités, et les aspects pertinents récapitulés dans diverses publications, y compris les études relatives aux orientations pédagogiques en matière de gestion des risques intégrés dans le système d'enseignement de base au Venezuela, les programmes d'enseignement pluriculturels bilingues, les principes directeurs stratégiques régissant le programme d'éducation sexuelle et le projet d'éléments fondamentaux concernant les orientations stratégiques des programmes en matière de droits de l'homme et de valeurs dans la composante enseignement de base.

S'agissant de l'enseignement universitaire, le principal défi que devra résoudre la révolution bolivarienne est celui de l'universalisation de l'enseignement. En outre, l'accès accru à l'enseignement universitaire supérieur et la diversification à ce niveau sont importants, comme le prévoit le plan national de développement (2007-2013).

Le dernier des grands défis que devra relever le Gouvernement bolivarien est celui de l'intégration de ce vaste contingent de diplômés de l'université dans le monde du travail.

S'agissant de la modalité interculturelle bilingue, il faudra chercher à l'étendre au plus grand nombre possible de personnes autochtones et inciter celles-ci à poursuivre leur intégration optimale dans le système d'enseignement et à préserver leurs traditions et leurs coutumes.

## Bibliographie

Organisation des Nations Unies (2010), *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 2010*.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2010). *Les marginalisés : Rapport global de suivi sur l'éducation pour tous, 2010*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour la communication et l'information (2006), *Las Misiones Bolivarianas*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour la communication et l'information (2010), *Venezuela cumple las Metas del Milenio*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement(2010), projet Canaima « Una experiencia transformadora en el desarrollo curricular venezolano ».

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement (2007), *Diseño Curricular del Sistema Educativo Bolivariano*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement (2004), *Escuelas Bolivarianas: Avance Cualitativo del Proyecto*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement (2004), *Escuelas Técnicas Robinsonianas*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement (2004), *Liceos Bolivarianos: Adolescencia y juventud para el Desarrollo Endógeno y Soberano*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement (2004), *Proyecto Simoncito: Educación Inicial de Calidad*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement universitaire (2010), *Misión Alma Mater: Educación Universitaria Bolivariana y Socialista*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement universitaire (2010), *Logros de la Revolución Socialista Bolivariana en Educación Universitaria, 1999-2010*.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement universitaire (2008), plan sectoriel, 2008-2013.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour l'enseignement universitaire (2007). Journal Officiel n° 38 731.

Venezuela (République bolivarienne du), Ministère du pouvoir du peuple pour la planification et le développement (2010), *Cumpliendo las Metas del Milenio, 2010*.

Venezuela (République bolivarienne du) (1999), Constitution de la République bolivarienne du Venezuela.

Venezuela (République bolivarienne du) (2008), Déclaration de la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Venezuela (République bolivarienne du) (2009), loi organique sur l'enseignement.

Venezuela (République bolivarienne du) (2006), loi relative aux personnes handicapées.

Venezuela (République bolivarienne du) (2006), le projet national Simón Bolívar : premier plan socialiste, plan de développement économique et social.

---